



Kosovo Security Force

**Le gouvernement du Kosovo a présenté jeudi un projet de mise en place d'une armée pour «protéger la souveraineté» sur son territoire, une décision ayant provoqué le mécontentement de la Serbie qui n'a jamais reconnu l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province.**

Cette armée, qui devrait être forte de 5000 militaires, sera bâtie autour de la Force de sécurité du Kosovo (KSF), a indiqué le gouvernement dans un communiqué. Créée en 2009 et formée par l'Otan, la KSF est une force légèrement armée qui compte 2500 personnes.

Elle est placée sous contrôle civil et chargée de tâches relevant pour l'essentiel de la protection civile et d'aide dans les situations d'urgence. L'Otan est chargée de la sécurité au Kosovo depuis le retrait des forces yougoslaves de ce territoire, à la suite des bombardements de l'Alliance atlantique en 1999.

«Les forces armées du Kosovo vont protéger la souveraineté, l'intégrité territoriale, les citoyens, les biens et les intérêts» du Kosovo, a déclaré le Premier ministre kosovar, Hashim Thaçi. La future armée aura aussi 3000 réservistes, elle sera dotée d'un budget annuel de 65 millions d'euros et devrait être entièrement opérationnelle «après 2019», selon le projet.

Dans cette objectif, le gouvernement a soumis au Parlement des amendements à la Constitution. La date du débat parlementaire n'a pas encore été fixée. A Belgrade, le ministre serbe chargé du Kosovo, Aleksandar Vulin, a protesté et affirmé que le gouvernement serbe allait saisir le Conseil de sécurité de l'ONU pour réclamer la tenue d'une «réunion d'urgence» pour discuter de la décision de Pristina.

«C'est inacceptable et entièrement contre la résolution 1244 (de l'ONU, adoptée en 1999) qui dit clairement qu'il ne peut pas y avoir d'armée sur le territoire du Kosovo», a déclaré Aleksandar Vulin.

L'indépendance du Kosovo a été reconnue à ce jour par une centaine de pays, dont les États-Unis et 23 des 28 membres de l'Union européenne (UE). Même si la Serbie conteste cette indépendance, Belgrade et Pristina sont parvenues en avril 2013 à un accord, sous les auspices de l'UE, visant à améliorer leurs relations.